Géopolitique: L’alliance sino-iranienne face au chaos mondial

Category: 2020-2030,Actualités,Géopolitique
21 mars 2026



Le 14 février 2023, le président iranien Raissi était reçu en grande pompe par Xi Jinping au Grand Palais du Peuple. La visite qui intervenait après le voyage de Président chinois en Arabie saoudite et sa rencontre avec les dirigeants du Golfe en décembre 2022, entendait réaffirmer la solidité du rapprochement stratégique opéré par Pékin avec l’Ayatollah Khamenei, le 23 janvier 2016.

Quant à Raisi, c’était son premier déplacement international depuis l’intensification des manifestations de septembre, 2022, contre la brutalité du régime, à la suite de la mort de Mahsa Amini. Déjà à l’époque, comme elles le font depuis 1979, les forces de sécurité avaient délibérément tiré à balles réelles sur la foule.

Après le développement du mouvement « Femme, Vie, Liberté », qui suivit la mort, dans un commissariat de la jeune femme kurde Mahsa Amin accusée de « port de vêtements illégaux », le régime avait accéléré le recours à la peine de mort, au point qu’au cours de 2023, le nombre d’exécutions capitales fut le plus élevé depuis 2015.

*

Alors que les relations entre Pékin et Téhéran se sont sérieusement resserrées depuis 10 ans, après la visite, le 23 janvier 2016 à Téhéran de Xi Jinping (lire : Pékin face à l’embrasement du Moyen-Orient. Avec Moscou et Téhéran une coagulation anti-occidentale) au Guide suprême Ali Khamenei, aujourd’hui victime des premières frappes américaines, Pékin a, avec la Russie été l’un des tous premiers pays à condamner l’attaque de Washington et d’Israël contre l’Iran des Mollahs.

Au moment où, après l’élimination de Khamenei, Vladimir Poutine présentait ses condoléances à la théocratie iranienne, ferment d’une vaste vague terroriste dans le monde depuis 1979, le Waijiaobu qui n’est pas allé aussi loin, déclarait néanmoins dans la foulée que le Guide suprême dont la responsabilité dans les massacres de milliers de manifestants en janvier 2026

est avérée, avait été assassiné [1].

Après un échange téléphonique avec le MAE russe Sergei Lavrov rapporté par Xinhua, Wang Yi, le ministre lui-même soulignait, que « *les frappes menées par les États-Unis et Israël – alors que Washington et Téhéran étaient en pleines négociations sur le programme nucléaire iranien [2] – étaient inacceptables et contraires au droit international.* ».

Il ajoutait que Pékin était « *profondément préoccupé par la propagation en cours des combats dans le golfe Persique qui risquait de plonger tout le Moyen-Orient dans un abîme dangereux* 危险的深渊 Weixian de shenyuan ».

Au passage, les accords de défense et de coopération signés, depuis 1995 et jusqu'en 2008, par Paris avec l'Arabie saoudite, le Koweït, Bahreïn, les Émirats, Djibouti, la Jordanie et l'Irak et, plus encore, la présence de la base française d'Abou Dabi, aux Émirats, à 250 km du détroit d'Ormuz place nolens volens la France au cœur du conflit en cours.

Rappelons que l'emprise française elle aussi touchée sans gravité par une frappe de drone le 1er mars se trouve au milieu de la quinzaine de bases américaines, en Arabie Saoudite, au Koweit, à Bahrein (PC de la 5e flotte de l'US Navy), au Qatar, en Irak et en Jordanie, toutes visées par les ripostes iraniennes.

La coagulation des intérêts communs entre Téhéran et Pékin qui date du « partenariat stratégique global » conclu en défiance à l'Amérique lors de la rencontre entre Xi Jinping et l'Ayatollah Khamenei le 23 janvier 2016, s'était précisée à un moment où Téhéran était de plus en plus isolé, frappé par les sanctions votées entre 2006 et 2010 par le Conseil de sécurité de l'ONU destinées à bloquer son programme nucléaire militaire [3].

Chine – Iran.
Après une coopération nucléaire proliférante, un rapprochement stratégique anti-américain

Le contexte impossible à ignorer quand on évoque la relation Chine – Iran, est que de 1996 à 2024 [4], l'AIEA n'a cessé ses mises en gardes contre les risques de prolifération nucléaire militaire en Iran sur les trois sites de Natanz, Fordo et Ispahan équipées de centrifugeuses dont la construction avait été soutenue par Pékin entre 1987 et 1997, par la fourniture de composants et les conseils de ses experts.

Dix ans avant la rencontre entre Xi Jinping et Khamenei, la Chine de Hu Jintao avait cependant atteint la lisière extrême de son agilité stratégique quand, montrée du doigt par l'AEIA, elle renonça à sa coopération nucléaire avec Téhéran et accepta à partir du 31 juillet 2006 – résolution nº1696 – de s'associer (ou de ne pas les bloquer) aux résolutions onusiennes après s'y être longtemps opposée par son veto.

Par la suite, 8 résolutions furent votées avec la Chine et la Russie par le Conseil de sécurité entre 2007 et 2015, année de l'accord global dit « *Joint Comprehensive Plan of Action – JCPOA* – ». Dénoncé par D. Trump en 2018 ce dernier stipulait que les sanctions progressivement levées entreraient à nouveau en vigueur si Téhéran ne se conformait pas à ses dispositions (entre autres : destruction du stock d'uranium enrichi, désactivation des 2/3 des centrifugeuses pendant une période de 13 ans, inspections de l'AEIA).

Trois ans après la visite de Xi Jinping à Téhéran, les Mollahs avaient, pour se donner une respiration internationale, rejoint l'initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie en 2019.

En 2023, ils se sont associés à l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) créée conjointement par Moscou et Pékin avec les pays de leur glacis commun de l'ancienne Asie Centrale soviétique, aujourd'hui de plus en plus pilotée par la Chine et, un an plus tard, à l'organisation intergouvernementale des BRICS, dont la Chine est avec la Russie l'un des quatre membres fondateurs.

Avec, sous l'impulsion de Xi Jinping, un fond d'image stratégique de plus en plus anti occidental, la Chine est devenue le principal acheteur du pétrole iranien qu'elle obtient à un prix réduit, mais qui ne représente que 13,4% du total des importations chinoises dont la majorité vient d'abord de Russie et d'Arabie Saoudite, avec les autres fournisseurs secondaires que sont l'Iran, l'Irak, le sultanat d'Oman, l'Angola, les Émirats et le Brésil.

Pour autant en dépit de ses efforts de diversification et malgré l'accroissement de ses stocks stratégiques augmentés de près de 5% en 2025, c'est peu dire que la déstabilisation en cours de l'Iran inquiète la Chine. Selon Jodie Wen, chercheuse associée au Centre pour la sécurité et les stratégies internationales de l'Université Qinghua à Pékin, le conflit qui s'embrase aura un impact considérable sur la sécurité énergétique du pays.

L'irritant stratégique du détroit d'Ormuz.

Enfin, dans le contexte violent en cours où, à la rédaction de cette note, le 4 mars, l'Iran avait déjà riposté par des tirs de missiles contre les Émirats, le Qatar, l'Arabie Saoudite, le Koweit et Bahrein qui abritent des bases américaines, Pékin surveille étroitement la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz que les Mollahs disent avoir fermé à la navigation dès le 3 mars par une déclaration menaçante d'Ebrahim Jabari, conseiller principal du commandant en chef des Gardiens de la révolution.

« *Le détroit est fermé. Si quelqu'un tentait de le franchir, les héros des Gardiens de la révolution et de la marine régulière incendieraient ces navires* ».

La décision, inacceptable pour Washington qui la voit comme un échec stratégique majeur, est intervenue alors que le transport maritime mondial avait déjà subi des perturbations liées aux attaques de drones et de missiles menées par les militants houthis du Yémen, soutenus par l'Iran qui ciblent des navires en mer Rouge et dans le golfe d'Aden depuis le début de la guerre à Gaza en 2023.

Pour Cyrille Poirier-Coutansais, directeur de recherche au Centre d'études stratégiques de la Marine nationale, le gel actuel du trafic de marchandises dans le détroit est « *sans précédent* ».

De fait le trafic maritime dans la zone subit déjà d'importantes perturbations. Depuis les frappes israéliennes et américaines contre l'Iran, le 28 février, les plus grandes compagnies maritimes mondiales, l'italo-suisse MSC, le danois Maersk, le français CMA CGM, l'allemand Hapaq Lloyd et le chinois Cosco, ont ordonné à leurs navires de se mettre à l'abri.

S'il est exact qu'en Arabie saoudite, aux Émirats et en Irak, il existe des infrastructures de contournement du détroit par des oléoducs, vers la mer Rouge, le golfe d'Oman et la Méditerranée, il n'en reste pas moins que le blocage d'Ormuz est un choc extrêmement grave pour la Chine dont au moins 40% des importations de pétrole passent par le détroit.

Alors qu'elle serait immédiatement confrontée à des pénuries, pas uniquement de pétrole, mais également de gaz GNL dont 30% de ses achats viennent du Qatar et des Émirats, tout indique que les appels au calme de Pékin répondent d'abord à ses intérêts directs immédiats, liés à ses vulnérabilités énergétiques.

En d'autres termes, s'il est exact que par ses déclarations condamnant Washington, Pékin apporte un soutien à Téhéran, il est probable que l'appareil chinois use dès à présent en coulisse de son influence sur les Mollahs. L'objectif est qu'ils ne ferment pas la navigation dans le détroit dont le blocage porterait d'ailleurs aussi un sérieux coup aux revenus iraniens de la vente du pétrole.

Un choix stratégique risqué.

Enfin, l'évolution de la situation au Moyen Orient aujourd'hui violemment enflammée et les circonstances des échéances politiques internes en Chine, conduisent à réduire la focale de l'analyse à une interrogation sur la pertinence des choix stratégiques de l'appareil.

Au total, seulement deux mois après l'opération de Washington contre Maduro dont les stratégies à la suite de Chavez avaient, sous le nez de Washington, rapproché Caracas de la Chine et de l'Iran, lui-même appuyé par ses proxys terroristes (lire : La longue saga du rapprochement révolutionnaire entre Caracas, Pékin et Téhéran) et au moment même où, à Pékin, s'est ouverte, le 5 mars, la réunion annuelle des deux assemblées, le Parti et Xi Jinping sont, en dépit de la propagande mettant en scène leur vertueuse infaillibilité, confrontés à des doutes.

Pour l'essentiel, ces derniers concernent une stratégie qui, au nom de la rivalité anti-occidentale, s'est, avec la Russie, rapprochée de régimes dont, quel que soit l'angle de vue, le bilan interne est terriblement contesté et avec qui la proximité est objectivement plus devenue un fardeau qu'un atout stratégique.

Alors qu'au Moyen Orient la situation est embrasée par le durcissement des Mollahs contre le peuple iranien et l'offensive de grande ampleur de l'aéronavale américaine qui vise au moins la destruction de la capacité de nuisance de la théocratie au pouvoir à Téhéran, il est aujourd'hui légitime de s'interroger sur la pertinence du partenariat stratégique noué il y a dix ans entre Khamenei et Xi Jinping.

Déjà en novembre 2023 et en février 2024, QC analysait que Xi Jinping abandonnant la prudence stratégique de Deng Xiaoping, avait clairement fait le choix de l'Iran et de la « rue arabe ». Lire : A la croisée des chemins, Pékin fait le choix de « la rue arabe » contre

l'Occident & La stratégie chinoise de « sécurité globale » face aux réalités de la guerre.

Aujourd'hui, pour Pékin, le risque d'un porte-à-faux saute aux yeux.

40 ans après les aides chinoises au développement d'une arme nucléaire iranienne dont la perspective est toujours au cœur de la vigilance de Washington, le « *Grand Satan* » américain attaque l'allié théocratique terroriste de la Chine, qui, lui-même, a réagi en lançant des missiles contre Israël et plusieurs pays de la région où les États-Unis ont des intérêts militaires (Arabie Saoudite, Qatar, Bahreïn, Irak, Jordanie, Koweït, Émirats arabes unis – EAU) – Oman).

Des lors qu'il n'est pas impossible que ces derniers se retournent eux-mêmes contre Téhéran, le choix stratégique de Pékin de pencher vers le régime des Mollahs et la rue arabe pourrait, surtout si, comme c'est probable, les Ayatollahs perdaient le pouvoir, s'avérer avoir été une fausse manœuvre de grande ampleur.

Pour l'instant, les jeux ne sont pas faits, mais les perspectives ne sont pas bonnes. Le 3 mars, selon les premières informations venues d'Arabie Saoudite où, à Ras Tanura, la plus grande raffinerie de Saudi Aramco touchée par une attaque de drone a été mise à l'arrêt, la réaction de Mohamed Ben Salman ne laissait pas présager une bienveillance des pays arabes de la région à l'égard de Téhéran.

Editorial de **François DANJOU**
Question Chine
05 mars 2026

Source image : Image créée par intelligence artificielle (IA)

Note(s) :

[1] Pour le contexte, rappelons que l'ONG Amnesty International fait depuis longtemps état « *du recours systématique des forces iraniennes de sécurité à une force illégale et meurtrière, ainsi qu'à des arrestations arbitraires pour étouffer les protestations* ».

Les documents de l'ONG mettent notamment en évidence un schéma bien établi de violences directes impitoyables lors des protestations publiques de décembre 2017–janvier 2018, novembre 2018 et novembre 2019, juillet 2021, mai 2022 et, lors du soulèvement « *Femme Vie Liberté* », suivant l'assassinat en septembre 2022 par la police des Mollahs de la jeune femme kurde de 22 ans, Mahsa Jîna Amini martyrisée dans un commissariat pour « *port de vêtements inappropriés* ».

[2] Selon plusieurs sources, Téhéran qui espère la levée des sanctions, aurait seulement accepté une surveillance complète par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et la réduction du niveau d'enrichissement de ses stocks d'uranium. Mais les Mollahs auraient refusé de céder aux exigences américaines de réduire leur arsenal balistique estimé à 2000 missiles, dont près de 1500 de portée moyenne capables d'atteindre Israël ou des bases américaines dans la région.

[3] Durant les années quatre-vingt-dix les crispations contre l'Iran gouverné par les Mollahs aidés par la Russie et la Chine se sont cristallisées autour de la construction d'une usine

d’enrichissement à Ispahan à 350 km au sud de Téhéran et de la reprise par Pékin à la suite de Moscou de la construction de réacteurs nucléaires civils dans la zone de Bushehr, le tout faisant partie d’un accord de coopération nucléaire signé en 1990 longtemps resté secret et approfondi en 1992.

L’énergie nucléaire civile n’est certes pas illégale. Mais pour Henry Sokolski du Centre de formation sur la politique de non-prolifération de Washington, cité par le WSJ en avril 2016, les réacteurs civils « *peuvent être de gros producteurs de plutonium de qualité militaire* ».

Il ajoutait que *« la construction d’une petite usine de retraitement clandestine pour extraire le plutonium est en réalité plus facile que d’installer une usine de centrifugation comme celles déjà opérationnelles à Natanz et à Fordo.* »

Toujours selon le WSJ, le risque de prolifération de centrales civiles avait été avéré en octobre 2012, lorsque l’Iran retira de Bushehr, sans prévenir l’AIEA, des barres de combustible contenant jusqu’à 220 kilos de plutonium de qualité militaire, soit suffisamment pour 24 bombes nucléaires de type Nagasaki.

[4] En 2024, l’AIEA signalait encore que l’Iran continuait d’accroître son enrichissement d’uranium jusqu’à 60%, se rapprochant ainsi du niveau nécessaire à la fabrication d’armes nucléaires. Fin 2024, les stocks iraniens d’uranium enrichi à 60% avaient augmenté, ce qui a entraîné une montée des tensions et une résolution du Conseil des gouverneurs en novembre 2024, à la suite de laquelle l’Iran avait, par défi, annoncé l’extension de son programme d’enrichissement.